

Publications périodiques

Comptes annuels



CREDIT MUNICIPAL DE PARIS

Établissement Public Administratif (E.P.A.)

Siège social : 55, rue des Francs Bourgeois 75004

267 500 007 R.C.S. Paris

(Exercice clos le 31/12/2018)

Les rapports annuels sont consultables sur le site www.creditmunicipal.fr

A - Comptes annuels du Crédit Municipal de Paris

I. – Bilan (en euros)

Bilan actif (en €)	2018	2017
Caisse, Banques centrales, C.C.P.	7 834 153,15	5 947 526,61
Effets publics et valeurs assimilées	-	-
Créances sur les établissements de crédit	515 003 870,04	529 432 784,49
Opérations avec la clientèle	222 617 506,61	215 130 209,10
Crédits-bail et location avec option d'achat	-	-
Obligations et autres titres de revenu fixe	31 738 046,38	70 639 935,02
Obligations et autres titres de revenu variable	-	-
Participations et activité de portefeuille	185 467,12	151 842,04
Parts dans les entreprises liées	33 924 940,00	33 924 940,00
Immobilisations incorporelles	904 933,98	793 517,02
Immobilisations corporelles	29 979 512,37	30 355 761,68
Capital souscrit non versé	-	-
Actions propres	-	-
Autres actifs	4 531 273,95	4 411 385,61
Comptes de régularisation	271 262,31	1 354 507,39
	846 990 965,91	892 142 408,96
Bilan passif (en €)	2018	2017
Caisse, Banques centrales, C.C.P.	48,40	-
Dettes envers les établissements de crédit	20 431 506,85	20 431 506,84
Opérations avec la clientèle	135 291 497,52	148 532 802,85
Dettes représentées par un titre	558 299 983,74	597 983 221,42
Autres passifs	4 825 430,61	2 374 151,68
Comptes de régularisations	89 351,04	103 620,09
Provisions pour risques et charges	1 748 262,50	1 746 870,00
Dettes subordonnées	-	-
Fonds pour Risques Bancaires Généraux	-	-
Capitaux propres hors F.R.B.G.	126 304 885,25	120 970 236,08
Capital souscrit	47 000 000,00	47 000 000,00
Primes d'émission	-	-
Réserves	34 280 470,88	29 818 053,92
Ecart de réévaluation	40 118 976,95	40 118 976,95
Provisions réglementées et subventions d'investissement	-	-
Report à nouveau (+ / -)	-	-
Résultat de l'exercice (+ / -)	4 905 437,42	4 033 205,21
Total	846 990 965,91	892 142 408,96
Hors Bilan (en €)	2018	2017
Engagements donnés	7 857 142,84	20 714 285,70
Engagements de financement	-	-

Engagements de garantie	7 857 142,84	20 714 285,70
Engagements sur titres	-	-
Engagements reçus	218 359 981,43	209 754 503,54
Engagements en faveur de la clientèle	-	-
Engagement de financement reçus	-	-
Engagements de garanties reçus de la clientèle	218 359 981,43	209 754 503,54
Engagements sur instruments financiers à terme	-	-
Total	226 217 124,27	230 468 789,24

II. - Compte de résultat (en euros)

Compte de résultat (en €)	2018	2017
+ Intérêts et produits assimilés	22 529 280,96	21 914 552,66
- Intérêts et charges assimilées	- 3 367 361,74	- 3 508 088,91
+ / - Produits sur opérations de crédit-bail et assimilés	-	-
+ Revenus des titres à revenu variable	-	-
+ Commissions	2 103 966,82	2 059 506,51
- Commissions	- 71 805,91	- 75 617,50
+ / - Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation	-	-
+ / - Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés	-	-
+ Autres produits d'exploitation	3 732 843,12	3 833 503,09
- Autres charges d'exploitation	- 166 050,94	- 142 700,81
Produit Net Bancaire	24 760 872,31	24 081 155,04
- Charges générales d'exploitation	- 14 937 395,80	- 13 900 525,08
- Dotations aux amortissements et provisions sur immobilisations	- 2 799 827,97	- 2 611 920,69
Résultat brut d'exploitation	7 023 648,54	7 568 709,27
+ / - Coût du risque	- 244 408,77	- 258 887,56
Résultat d'exploitation	6 779 239,77	7 309 821,71
+ / - Gains ou pertes sur actifs immobilisés	-	- 4 000 000,00
Résultat courant avant impôt	6 779 239,77	3 309 821,71
+ / - Résultat exceptionnel	- 83 146,22	- 44 473,77
- Impôt sur les bénéfices	- 1 790 656,13	767 857,27
+ / - Dotations / Reprises de F.R.B.G. et provisions réglementées	-	-
Résultat net de l'exercice	4 905 437,42	4 033 205,21

III. - Annexe aux Comptes Annuels 2018

Les comptes du Crédit Municipal de Paris ont été établis conformément aux principes de la profession bancaire et présentés conformément aux dispositions du règlement ANC n°2014-07 du 26 novembre 2014 applicable aux établissements de crédit. Les principales méthodes comptables adoptées par l'établissement sont les suivantes :

Généralités : la séparation des exercices : Les opérations sont comptabilisées en respectant le principe de séparation des exercices. Les intérêts et commissions assimilées sont calculés au prorata temporis jusqu'à la date d'arrêté et sont comptabilisés dans le compte de résultat.

Principes par catégories

Réescompte

Les intérêts courus non échus et les droits de garde des prêts sur gage sont réescomptés mensuellement, ils sont calculés au prorata temporis jusqu'à la date d'arrêté, et comptabilisés dans le compte de résultat. Les intérêts perçus sur les opérations de

placements de l'établissement sont réescomptés mensuellement, ils sont calculés au prorata temporis jusqu'à la date d'arrêté, et comptabilisés dans le compte de résultat. Les intérêts perçus sur les opérations de placements de l'établissement sont réescomptés mensuellement, ils sont calculés au prorata temporis jusqu'à la date d'arrêté, et comptabilisés dans le compte de résultat. Les droits de garde de l'activité de conservation d'objets d'art CC Art (anciennement Munigarde) sont également réescomptés mensuellement, ils sont calculés au prorata temporis jusqu'à la date d'arrêté, et comptabilisés dans le compte de résultat.

Comptabilisation des créances douteuses et provisionnement

Le règlement n°2014-07 de l'ANC du 26 novembre 2014 définit les critères du classement des créances douteuses au bilan. Les créances douteuses sont constituées de l'ensemble des encours échus et non échus, garantis ou non, dus par les débiteurs dont un engagement au moins présente un risque de crédit avéré. Un risque est avéré dès lors qu'il est probable que l'établissement ne percevra pas tout ou partie des sommes dues au titre des engagements souscrits par la contrepartie, indépendamment de l'existence de garantie ou de caution. Le déclassement en encours douteux s'opère systématiquement, de façon forfaitaire, lorsqu'il existe un ou plusieurs impayés depuis trois mois au moins. La comptabilisation des créances douteuses des prêts sur gage répond aux normes réglementaires et bancaires. Les intérêts des prêts sur gage sont provisionnés à 100 %, dès le troisième mois de retard. Le capital est provisionné selon un taux forfaitaire dont la pertinence est vérifiée et ajustée si besoin est chaque semestre au regard des pertes subies sur les trois dernières années glissantes.

Comptes épargne souscrits par des particuliers

Les intérêts des comptes sur livret sont liquidés en fin d'année, sauf lors de la clôture du compte où ils sont arrêtés au prorata temporis de l'année en cours. Les intérêts des comptes à terme sont versés à l'échéance, sauf en cas de clôture anticipée où ils sont versés au *prorata temporis* de la durée du contrat. Les intérêts courus non échus des comptes sur livret et comptes à terme sont réescomptés mensuellement, ils sont calculés au prorata temporis jusqu'à la date d'arrêté, et comptabilisés dans le compte de résultat.

Opérations sur titres

Sont considérées comme titres de transaction, les interventions sur titres effectuées dès l'origine avec l'intention de les vendre au plus tard au terme d'une durée de détention de six mois. Au 31.12.2018, le Crédit Municipal de Paris ne détient aucun actif relevant de cette catégorie.

Sont considérés comme titres de placement, les titres (actions ou obligations) acquis en vue d'en tirer un revenu direct ou une plus-value. Au 31.12.2018, le Crédit Municipal de Paris détient un portefeuille d'actif liquide de haute qualité de 31 101 K€. Ces titres sont enregistrés à l'acquisition pour leur valeur d'achat (valeur nominal, prime d'acquisition et coupon couru). La prime d'acquisition fait l'objet d'un étalement sur la durée de détention. Au 31.12.2018, la valeur de marché est supérieure à la valeur comptable des titres et de ce fait, aucune provision pour dépréciation n'a été comptabilisée.

Sont considérés comme titres d'investissement, les titres à revenu fixe acquis avec l'intention de les détenir de façon durable. Au 31.12.2018, le Crédit Municipal de Paris ne détient plus de titres d'investissement.

Sont considérés comme titres de participation, tous les titres dont la possession durable est estimée utile à l'activité de l'entreprise, notamment parce qu'elle permet d'exercer une influence sur la société émettrice des titres, ou d'en assurer le contrôle. À la clôture de l'exercice, le Crédit Municipal de Paris détient 99,99% des parts de CMP Banque, dont la valeur d'utilité est de 33 925 K€. Celle-ci tient compte du montant net des fonds propres de CMP-Banque à la fin de la gestion extinctive.

Opérations sur instruments financiers à terme

Les opérations de couverture et de marché sur des instruments financiers à terme de taux d'intérêt, de change ou d'actions sont enregistrées conformément aux dispositions du règlement n°2014-07 de l'ANC du 26 novembre 2014.

Ainsi, les engagements sont enregistrés dans les comptes de hors bilan pour la valeur nominale des contrats.

Les charges et les produits relatifs aux instruments financiers à terme, destinés à gérer le risque global de taux, sont inscrits prorata temporis dans le compte de résultat à la rubrique « gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés ».

À la clôture de l'exercice, les charges et les produits relatifs aux instruments financiers à terme utilisés à titre de couverture, affectés dès l'origine à des éléments identifiés, sont constatés dans les résultats de manière symétrique à la prise en compte des produits et des charges sur les éléments couverts. La règle de la symétrie s'applique également pour les échanges de taux d'intérêt. Ainsi le différentiel d'intérêt couru latent est comptabilisé prorata temporis dans le compte de résultat, et la plus ou moins-value latente corrigée du montant du réescompte est également enregistrée. Cependant, la prise en compte de ce montant diffère selon l'élément couvert.

Les plus et moins-values latentes des opérations couvertes, évaluées à leur valeur nominale (prêts, emprunts, titres d'investissement) n'ayant pas été traduites en comptabilité, la plus ou moins-value latente constatée sur le contrat d'échange de

taux n'a pas à être prise en compte. En revanche, les gains et pertes provenant des couvertures effectuées sur les titres de placement sont pris en compte pour le calcul des provisions. Les produits et charges afférents à ces opérations sont comptabilisés, de manière symétrique, dans la même rubrique que les produits et les charges sur les éléments couverts.

Le CMP ne détient aucun instrument financier à terme au 31.12.2018.

Congés payés

La prise des congés payés au Crédit Municipal de Paris se faisant du 1er janvier au 31 mars de l'année suivante, une provision constituée des soldes des congés du personnel non titulaire restant à prendre au 31.12.2018 est comptabilisée, dans les charges générales d'exploitation par variation entre deux exercices.

Immobilisations incorporelles et corporelles

En application de l'ANC 2014-07, la méthode choisie pour évaluer les actifs a consisté à calculer la juste valeur d'un actif à la date de première application, et de la ventiler par composants. Sur la base des éléments d'actif analysés, seul l'immeuble a été identifié et valorisé par composants. Les acquisitions de l'exercice liées à cet immeuble sont ventilées selon les mêmes composants.

Provisions pour risques et charges

Ce poste recouvre :

- les provisions destinées à couvrir des risques et des charges liés à des opérations bancaires que des événements survenus ou en cours rendent probables, nettement précisés quant à leur objet mais dont la réalisation est incertaine ;
- les provisions destinées à couvrir des risques et des charges non directement liés à des opérations bancaires, nettement précisés quant à leur objet, et dont le montant ou l'échéance ne peuvent être fixés de façon précise.

Engagements relatifs aux retraites et comptes épargne temps

Les engagements de retraite et les comptes épargne temps ne font l'objet d'aucun provisionnement et ne donnent pas lieu à l'enregistrement d'engagement hors bilan.

Le CMP ne gère aucun régime à prestations définies et ne participe pas à des régimes de retraite par capitalisation. En revanche, l'employeur cotise régulièrement aux régimes de retraite selon le statut des agents concernés (pension civile Etat, CNRACL, URSSAF).

Modes et méthodes d'évaluation des produits et charges exceptionnels

Les produits et charges exceptionnels tiennent compte non seulement des éléments qui ne sont pas liés à l'activité normale de l'entreprise au cours de l'exercice, mais également de ceux qui présentent un caractère exceptionnel eu égard à leurs montants.

Engagements sociaux

Le Crédit Municipal de Paris n'a aucun régime de participation des salariés aux bénéfices. Il n'existe pas d'accord sur l'intéressement, ni aucune indemnité de fin de carrière au sein du Crédit Municipal de Paris. Les primes de médailles du travail ne font pas l'objet de provisions, l'établissement adhérent au CNAS.

Réévaluation

La réévaluation a été calculée en 1988 sur les immeubles pour une valeur de 40 M€, avec un différé d'impôts sur une durée de 44 ans.

Informations sur les transactions entre les parties liées

En application du règlement de l'ANC 2014-07, l'ensemble des opérations avec les parties liées ont été conclues à des conditions normales de marché.

EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE

Il n'y a pas eu d'évènement significatif postérieur à la date d'arrêté du 31.12.2018

CHANGEMENT DE METHODES COMPTABLES

Il n'y a pas eu de changement de méthodes comptables ou de présentation des états financiers au cours de l'exercice écoulé.

NOTES SUR LE BILAN

Les montants sont indiqués en milliers d'euros à l'arrondi près

Créances sur les établissements de crédits

Nature des créances (en K€)	2018	2017
Compte ordinaires	369 951	290 312
Compte et Prêts à terme	134 042	226 927
Créances rattachées	992	2 175
Prêts subordonnés à terme	10 000	10 000
Créances rattachées Prêts subordonnés	19	19
Total	515 004	529 433

Le volume des créances sur les établissements de crédit diminue de 2,72% sous l'effet d'une baisse conséquente de 40,93% du montant des encours sur les comptes et prêts à terme tandis que le volume des comptes sur livrets connaît une hausse de 27,43%. Le maintien du concours du CMP au refinancement de CMP Banque est en nette diminution (38 M€ dont 10 M€ de prêt subordonné contre 95 M€ en 2017)

DUREE RESTANT A COURIR En milliers d'euros

DUREE RESTANT A COURIR	D <= 1 mois	1 mois < D <= 3 mois	3 mois < D <= 6 mois	6 mois < D <= 1 an	1 an < D <= 5 ans	D > 5 ans
Compte et prêts à terme	-	-	522	78 520	55 000	-

Emplois de la clientèle

INVENTAIRE (MONTANT NET DE PROVISIONS)

NATURE DES ENCOURS En milliers d'euros

	2018	2017
Prêts sur gages	207 559	201 992
Valeurs non imputées	-	-
Créances douteuses*	6 090	4 497
Créances rattachées	8 968	8 641
TOTAL	222 617	215 130

L'encours brut des prêts sur gages est en nette augmentation (+2,75%) et s'établit en 2018 à 207,55 M€. Le décalage de comptabilisation des règlements des ventes à 30 jours génère une augmentation du volume des créances douteuses (+35,42%).

ÉTATS DE PROVISIONS SUR CREANCES DOUTEUSES

Nature des encours (en K€)	Encours brut sur créances douteuses	Provisions	Reprises	Encours net sur créances douteuses
Prêts sur gages	7 357	1 386	118	6 089
Déclassement par contagion	3 075	-	-	3 075
Créances de plus de trois mois	3 152	256	118	3 014
Gages douteux	1 130	1 130	-	-
Comptes débiteurs	-	-	-	-
Créances rattachées	1 847	1 854	7	-
Total	9 204	3 240	125	6 089

Les provisions sur gages douteux sont stables entre 2017 et 2018.

Les provisions sur les intérêts dus progressent entre 2018 et 2017 de 12,88%.

Le risque de non-recouvrement étant mesuré à partir de la constatation des pertes effectivement enregistrées sur les gages mis en vente au cours de l'exercice courant et des trois exercices antérieurs, le taux de dépréciation calculé par le rapport des pertes constatées au montant de l'encours de prêts s'établit à 4,38% en 2018 soit une baisse de trois points par rapport à 2017.

REPARTITION DES CREDITS SAINS (HORS CREANCES RATTACHEES)

SELON LA DUREE RESTANT A COURIR En milliers d'euros

DUREE RESTANT A COURIR	D <= 1 mois	1 mois < D <= 3 mois	3 mois < D <= 6 mois	6 mois < D <= 1 an	1 an < D <= 5 ans	D > 5 ans
------------------------	-------------	----------------------	----------------------	--------------------	-------------------	-----------

Montant (en K€)	15 639	30 688	51 863	109 369		
-----------------	--------	--------	--------	---------	--	--

Titres de participation et opérations sur titres

	Valeur brute 2018	Provisions sur dépréciation	Valeur nette 2018	Valeur nette 2017
Titres de participation (en K€)				
CMP-Banque	84 037	50 112	33 925	33 925
SIEMP	5	-	5	5
La Parisienne de l'image	-	-	-	-
ABC Microfinance	25	-	25	25
Microfinance Solidaire	45	-	45	45
Microdon SAS	50	-	50	50
Certificat d'associé (en K€)				
FGDR	59	-	59	27
Total	84 221	50 112	34 109	34 077
Opérations sur titre (en K€)				
Obligations et autres titres cotés	31 101	-	31 101	32 423
Créances rattachées	216	-	216	215
Total	31 317	-	31 317	32 638

Les titres détenus par le CMP dans sa filiale CMP Banque ont fait l'objet, en 2017, d'une nouvelle dépréciation de 4 M€ permettant de prendre en compte les conséquences financières de la mise en œuvre d'une gestion externalisée du portefeuille de créances de CMP Banque. Aucune dépréciation complémentaire n'a été nécessaire en 2018.

Immobilisations

Par convention, les cessions de l'exercice sont présentées en signe négatif. Les immobilisations figurent au bilan pour leur prix d'acquisition.

Nature des immobilisations En milliers d'euros	Valeur brute 2018	Acquisitions de l'exercice	Virements de poste à poste	Cession de l'exercice	Valeur brute 2017
Immobilisations incorporelles	3 278	236	162	-	2 880
Terrains et constructions	40 945	-	-	-	40 945
Immobilisations hors exploitation	-	-	-	-	-
Autres immobilisations corporelles	28 946	1 285	1 022	- 12	26 651
Immobilisations en locations	623	-	-	-	623
Immobilisations incorporelles en cours	149	277	- 162	-	34
Immobilisations corporelles en cours	25	736	- 1 022	-	311
TOTAL	73 966	2 534	-	- 12	71 444
Amortissements					

NATURE DES IMMOBILISATIONS En milliers d'euros	Valeur brute 2018	Cessions de l'exercice	Amortissement de l'exercice	Valeur brute 2017
Immobilisations incorporelles	2 525	-	402	2 123
Terrains et constructions	20 784	-	679	20 105
Immobilisations hors exploitation	624	-	-	624
Autres immobilisations corporelles	19 148	- 12	1 718	17 442
Immobilisations en locations	-	-	-	-
TOTAL	43 081	- 12	2 799	40 294

Les méthodes d'amortissement et les durées de vie estimées sont les suivantes :

NATURE DES TRAVAUX

	Durée d'amortissement	Valeur d'achat	Valeur nette 2018	Valeur nette 2017
Rénovation du bâtiment	15 ans	1 373	325	350
Travaux de sécurité	15 ans	2 197	723	773
Rénovation de la toiture	10 ans	1 387	632	691
Motorisation des accès	15 ans	94	6	5
Chauffage, climatisation, électricité	10 ans	504	61	26
Cabine EDF Groupe électrogène	20 ans	2 234	1 992	2 108
TOTAL	-	7 789	3 739	3 953

NATURE DES IMMOBILISATIONS

Frais de développement et logiciels	Linéaire	3 ou 5 ans
Matériel et mobilier de bureau	Linéaire	3 et 5 ans
Agencements et installations	Linéaire	5, 10 15 et 20 ans
Réévaluation de l'immeuble	Linéaire	44 et 50 ans

Comptes de régularisation et divers actifs En milliers d'euros

NATURE DES COMPTES	2018	2017
Comptes de règlements relatifs aux opérations sur titres	-	-
Débiteurs divers	4 531	4 411
Comptes de régularisation	271	1 355
Créances rattachées	-	-
Total	4 802	5 766

Le compte « Débiteurs divers » est composé pour l'essentiel des versements attendus des commissaires-priseurs correspondant aux ventes réalisées en novembre et décembre 2018 (2,92 M€), de restitutions attendues au titre de crédits et de restitutions d'impôt (0,96 M€) et de participations de collectivités territoriales au financement des activités du microcrédit (0,86M€). Enfin, au 31.12.2018, il restait à percevoir 83,8 K€ de prestations de service refacturées à CMP Banque.

Dettes sur les établissements de crédit

NATURE DES CREANCES En milliers d'euros	2018	2017
Comptes et emprunts à terme	20 000	20 000
Créances rattachées	432	432
TOTAL	20 432	20 432

Le poste est stable en 2018.

REPARTITION DES COMPTES ET EMPRUNTS A TERME SELON LA DUREE RESTANT A COURIR En milliers d'euros

DUREE RESTANT A COURIR	D <= 1 mois	1 mois < D <= 3 mois	3 mois < D <= 6 mois	6 mois < D <= 1 an	1 an < D <= 5 ans	D > 5 ans
Compte et emprunts à terme				20 000		

Comptes créditeurs de la clientèle et autres dépôts de la clientèle En milliers d'euros

NATURE DES COMPTES	2018	2017
Bons de caisse	30	30
Comptes à terme	54 748	85 171
Comptes sur Livret	77 120	58 600
Autres sommes dues	2 146	2 164
Dettes rattachées	1 246	2 567
TOTAL	135 290	148 532

Le Crédit Municipal de Paris distribue depuis juin 2012 des produits d'épargne aux particuliers pour diversifier ses sources de refinancement. Au 31.12.2018, ces dépôts sont constitués de comptes sur livret pour 77,12 M€ et de comptes à terme pour 54,75 M€. Les comptes à terme sont d'une durée de 12, 18, 24 mois renouvelables.

Le volume de l'encours des comptes créditeurs de la clientèle évolue à la baisse (-8,91%) sous l'effet conjugué d'une baisse significative des comptes à terme (- 35,72%) et d'une forte augmentation des comptes sur livret (+31,6%), en raison de la relative attractivité des taux de rémunération servis, dans le contexte actuel, nonobstant la révision de la grille de taux intervenue en 2017.

REPARTITION DES COMPTES ET EMPRUNTS A TERME SELON LA DUREE RESTANT A COURIR En milliers d'euros

DUREE RESTANT A COURIR	D <= 1 mois	1 mois < D <= 3 mois	3 mois < D <= 6 mois	6 mois < D <= 1 an	1 an < D <= 5 ans	D > 5 ans
Comptes créditeurs à terme	3 958	11 019	5 550	17 018	17 203	

Titres de créances négociables En milliers d'euros

NATURE DES COMPTES	2018	2017
C.D.N.	517 796	542 889
B.M.T.N.	40 000	55 000
Titres donnés en pension	-	-
Sous total	557 796	597 889
Dettes rattachées	504	94
TOTAL	558 300	597 983

REPARTITION DES RESSOURCES (HORS DETTES RATTACHEES) SELON LA DUREE RESTANT A COURIR En milliers d'euros

DUREE RESTANT A COURIR	D <= 1 mois	1 mois < D <= 3 mois	3 mois < D <= 6 mois	6 mois < D <= 1 an	1 an < D <= 5 ans	D > 5 ans
Montant	115 168	224 243	94 153	114 232	10 000	0

Comptes de régularisation et autres passifs En milliers d'euros

NATURE DES COMPTES	2018	2017
Créditeurs divers	4 825	2 374
Comptes de régularisation	89	104
TOTAL	4 914	2 478

Le compte créditeurs divers enregistre essentiellement les charges à payer fournisseur (4,09 M€), les contributions sociales à reverser aux services fiscaux (0,18 M€), les dettes des créanciers (0,25M€).

Provisions pour risques et charges En milliers d'euros

NATURE DES PROVISIONS	Valeur nette 2018	Dotations de l'exercice	Reprises de l'exercice	Valeur nette 2017
Provisions pour retraites	-	-	-	-
Provisions pour pertes et charges	1 723	-	5	1 728
Provisions pour risques et charges ayant supportées l'IS	-	-	-	-
Provisions pour licenciement	-	-	-	-
Provisions exceptionnelles PSG	-	-	-	-
Provisions pour gages douteux	25	14	8	19
TOTAL	1 748	14	13	1 747

CAPITAUX PROPRES

En milliers d'euros

Capitaux propres (en K€)	31/12/2018	Dividendes distribués	Capitalisation des bonis	Complément de dotation	Affectation du résultat	31/12/2017
Dotation initiale	47 000			-		47 000
Réserves	34 279	-	428	-	4 033	29 818
Excédents capitalisés	22 395				4 033	18 362
Bonis capitalisés	11 884		428			11 456
Ecart de réévaluation	40 119					40 119
Dotation en capital reçue	2					
Report à nouveau	-					-
Sous total	121 400	-	428	-	4 033	116 937
Résultat de l'exercice avant affectation et distribution	4 905	-			-	4 033
Total	126 305	-	428	-	4 033	120 970

Le bénéfice de l'exercice 2017 de 4 033 205,21 € a été imputé dans les réserves capitalisées .

NOTES SUR LE HORS BILAN**Opérations sur swap**

Le Crédit Municipal de Paris ne détient plus de swap.

Engagements donnés et reçus

Hors Bilan (en €)	2018	2017
Engagements donnés	7 857 142,84	20 714 285,70
Engagements de financement	0	0
Engagements de garantie	7 857 142,84	20 714 285,70
Engagements sur titres	0	0
Engagements reçus	218 359 981,43	209 754 503,54
Engagements en faveur de la clientèle	0	0
Engagement de financement reçus	0	0
Engagements de garanties reçus de la clientèle	218 359 981,43	209 754 503,54
Engagements sur instruments financiers à terme	0	0
Total	226 217 124,27	230 468 789,24

Le Crédit Municipal de Paris a accordé à sa filiale CMP Banque une garantie à première demande sur l' emprunt directement souscrit par cette dernière auprès de l'établissement de crédit Dexia.

NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT

Les montants sont indiqués en milliers d'euros à l'arrondi près

Produit net bancaire

Produit Net Bancaire (en K€)	2018	2017
+ Produits des opérations de trésorerie et interbancaires	2 230	3 827
+ Produits des opérations sur titres	1 838	9
+ Produits des opérations avec la clientèle	17 956	17 394
Intérêts	15 852	15 334
Commissions	2 104	2 060
+ Produits des opérations du hors bilan	-	-
+ Autres produits d'exploitation bancaire	2 609	2 745

- Charges sur opérations interbancaires	- 900	- 1 068
- Charges sur opérations financières	- 1 059	- 340
- Charges sur opérations avec la clientèle	- 1 480	- 2 176
- Charges sur opérations du hors bilan	-	-
- Autres charges d'exploitation bancaire	- 166	- 142
+ Autres produits d'exploitation	3 236	3 237
- Autres charges d'exploitation	-	- 1
Produit Net Bancaire (avant charges refacturées)	24 264	23 485
+ Charges refacturées intra-groupe	497	597
Produit Net Bancaire avec charges refacturées	24 761	24 082

Produits accessoires

En milliers d'euros	2018	2017
Revenus des immeubles	2 029	1 884
Produits divers d'exploitation (Charges refacturées)	440	383
Autres produits divers d'exploitation	767	970
Refacturation intra-groupe	299	315
Loyer perçu de CMP-Banque	198	281
TOTAL	3 733	3 833

Charges générales d'exploitation

En milliers d'euros	2017	2017
CHARGES DE PERSONNEL	8 533	7 607
Rémunération du personnel	5 582	4 846
Charges sociales	2 358	2 247
Charges fiscales	593	514
IMPOTS ET TAXES	625	402
SERVICES EXTERIEURS	23	25
Location	14	15
Rémunération d'intermédiaires	-	-
Transports et déplacements	9	10
AUTRES SERVICES EXTERIEURS	5 645	5 364
Entretien-Réparation-Fournitures	1 835	1 532
Honoraires extérieurs	1 309	1 185
Autres services extérieurs	2 501	2 647
REFACTURATION INTRA-GROUPE	111	501
TOTAL	14 937	13 899

Coût du risque

Coût du risque (en K€)	2018	2017
Opérations avec la clientèle	- 401	- 437
Dotation nette sur créances douteuses	- 351	- 292
Moins values sur ventes	- 36	- 32
Dotations exceptionnelles	-	- 113
Pertes exceptionnelles	-	-
Pertes sur créances irrécouvrables couvertes par provisions	- 14	-
Pertes sur créances irrécouvrables non couvertes par provisions	-	-
Autres opérations	158	178
Dotations nettes sur créances douteuses d'exploitation - Tiers	-	-
Dotation nette sur FRNG	-	-
Reprises de provisions	158	178
Total	- 243	- 259

Par convention, les postes du coût du risque en charges sont présentés en signe négatif.

Synthèse des provisions

Synthèse des provisions (en K€)	Provisions 2018	Dotations de l'exercice	Reprises de l'exercice	Provisions 2017
Provisions établissement de crédit	-	-	-	-
Provisions clients	3 115	310	125	2 930
Provisions sur titres de placement	-	-	-	-
Provisions sur titres de participation	50 112			50 112
Provisions pour dépréciations d'actif immobilisé	-	-	-	-
Provisions débiteurs divers	64	42	35	57
Provisions pour risques et charges	1 748	13	14	1 747
Total	55 039	365	174	54 846

Éléments exceptionnels En milliers d'euros

NATURE DES COMPTES	2018	2017
CHARGES EXCEPTIONNELLES	172	95
Moins values sur cession actifs	-	-
Titres annulés sur exercices antérieurs	21	43
Indemnités pour gages détériorés	17	10
Autres pertes exceptionnelles	134	42
PRODUITS EXCEPTIONNELS	90	52
Mandats annulés sur exercices antérieurs	35	5
Recouvrements après admission non valeur	-	-
Produits exceptionnels divers	55	47
RESULTAT EXCEPTIONNEL	- 82	- 43

Régime fiscal

L'impôt sur les sociétés a été calculé au taux de 28 % pour les premiers 500k€ de résultat fiscal et 33,1/3 % pour le reste ; le poste inclut également la contribution sociale sur les bénéfices à 3,30 %.

	RESULTAT AVANT IMPOTS	IMPOTS	RESULTAT APRES IMPOTS
RESULTAT COURANT	6 779 240	1 790 656	4 988 584
RESULTAT EXCEPTIONNEL	- 83 146	-	- 83 146
RESULTAT NET	6 696 094	1 790 656	4 905 437

Le Crédit Municipal de Paris est la société consolidante du Groupe Crédit Municipal de Paris. À ce titre, l'établissement fait partie d'un périmètre d'intégration fiscale auquel participe sa filiale CMP Banque.

L'ajustement d'impôt sur les sociétés, après calcul de l'intégration fiscale, est conservé par la société mère. Une convention a été signée entre le Crédit Municipal de Paris et CMP Banque pour formaliser cette intégration fiscale. L'option a été renouvelée à la fin de l'exercice 2018 pour une nouvelle période de 5 ans.

Son évolution interannuelle résulte

- de la performance économique de chacune des entités,
- de la mise en gestion extinctive de la filiale qui autorise par ailleurs certaines déductibilités du résultat fiscal.

Ainsi,

- S'agissant de l'EPA, en 2018, le résultat net avant impôt est de 6 779 K€ ;
- S'agissant de CMP banque, le résultat net avant impôt est de 319 K€
- Au niveau du groupe CMP, pour 2018, le résultat net avant impôt s'établit à 7 085 K€ et le résultat fiscal à 6 851 K€ générant un montant d'IS de 2 306 K€.

Crédit d'impôt compétitivité et emploi (CICE)

Conformément à l'article 244 quater C du Code général des impôts, le Crédit Municipal de Paris a bénéficié en 2017 d'un crédit d'impôt ayant pour objet l'amélioration de sa compétitivité.

CICE	2018	2017
MONTANT	216 610	232 207

Le montant du CICE 2017 a été utilisé pour les travaux de rénovation et de déménagement du service CCART ainsi que pour la poursuite des travaux mise aux normes de sécurité du sous-sol.

AUTRES INFORMATIONS**Effectifs**

Au 31.12.2018, le nombre d'effectif pourvu est de 142 agents et 128,5 en ETP.

Compte personnel de formation

Au 31.12.2018, le volume d'heures mobilisables au titre du Compte personnel de formation s'établit à 14 100.

Rémunérations

Aucun jeton de présence n'est alloué aux membres du Conseil d'orientation et de surveillance. La rémunération des dirigeants n'est pas mentionnée, cela revenant à fournir l'information concernant leur rémunération individuelle.

Honoraires des Commissaires aux comptes

Montant en € HT	KPMG	Grant Thornton	Total
Audit Maison Mère	45 000	45 000	90 000
Service autres que la certification des comptes	0	0	0
TOTAL	45 000	45 000	90 000

Proposition d'affectation des résultats

Il sera proposé d'affecter le résultat de l'exercice 2018 aux réserves à hauteur de 4 775 408€ et en report à nouveau à hauteur de 150 000 €.

FILIALES ET PARTICIPATIONS**INFORMATIONS FINANCIERES**

RENSEIGNEMENTS DETAILLES SUR CHAQUE FILIALE ET PARTICIPATION DONT LA VALEUR EXCEDE 1% DU CAPITAL
ASTREINTE A LA PUBLICATION En milliers d'euros

	Capital	Capitaux propres autres que le capital	Quote-part du capital détenue (en %)	Résultats (bénéfices ou pertes du dernier exercice clos en K€)
--	---------	--	--------------------------------------	--

Filiales détenues à plus de 50%

CMP-Banque	84 037		99,99	319
55, rue des Francs Bourgeois 75004 PARIS				
SIREN n° B 451 309 728 / Code CIB : 50140 A				

Participations détenues entre 10 et 50%

Néant

RENSEIGNEMENTS GLOBAUX SUR TOUTES LES FILIALES ET PARTICIPATIONS	Filiales		Participations	
	Françaises	Etrangères	Françaises	Etrangères

Valeur comptable des titres détenus :

Brute	84 037	-	185	-
Nette	33 925	-	185	-
Montant des prêts et avances accordés	20 000	-	-	-
Montants des prêts subordonnés	10 000	-	-	-
Montant des engagements et avals donnés	10 357	-	-	-
	-	-	-	-
Montant des dividendes encaissés				

Une convention cadre du groupement de moyens du CMP signée le 16 octobre 2007 entre le Crédit Municipal de Paris et sa filiale CMP Banque définit les modalités de fonctionnement de ce groupement en précisant la nature et le contenu des missions assurées par chacune des entités pour le compte du groupement.

IV. - Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes sociaux

A l'attention du Conseil d'Orientation et de Surveillance du Crédit Municipal de Paris (E. P.A.),

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos Conseils d'Orientation et de Surveillance, nous avons effectué l'audit des comptes annuels du Crédit Municipal de Paris (E.P.A.) relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2018, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'établissement à la fin de cet exercice.

L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au comité d'audit.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie

« Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} janvier 2018 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014 ou par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Justification des appréciations - Points clés de l'audit

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Dépréciation des titres de participation

Risque identifié

Les titres de participation détenus par le Crédit Municipal de Paris (E.P.A.) dans sa filiale sont évalués à leur coût d'acquisition et dépréciés sur la base de leur valeur d'utilité, fondée sur la juste valeur économique de CMP - Banque au terme de la gestion extinctive de l'établissement (cf. Note 1.2.4 de l'annexe).

Nous avons considéré l'estimation du montant de la dépréciation des titres de participation CMP-Banque comme un point clé de l'audit pour les raisons suivantes:

recours important au jugement de la direction ;

sensibilité de la détermination de la juste valeur économique de CMP - Banque aux scénarii de gestion externalisée, établis par la direction dans le cadre de la poursuite de la gestion extinctive de la banque, aux hypothèses de calcul utilisées ainsi qu'aux paramètres de marché ;

risque d'incidence matérielle sur les résultats de l'établissement.

Procédures d'audit mises en œuvre en réponse à ce risque

Sur la base des informations qui nous ont été communiquées, nos travaux ont consisté à apprécier la cohérence de la valeur d'utilité retenue et à vérifier le calcul du montant de la dépréciation constatée.

Nous avons évalué le caractère raisonnable des principales hypothèses et des paramètres utilisés dans le calcul de la juste valeur économique de CMP - Banque sur la base des projections financières réalisées selon différents scénarii de gestion externalisée issus des plans stratégiques établis par le management.

Nous avons vérifié que la note annexe 4.C donne une information appropriée.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres du Conseil d'Orientation et de Surveillance

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Directeur Général et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres du Conseil d'Orientation et de Surveillance.

Informations résultant d'autres obligations légales et réglementaires

Désignation des commissaires aux comptes

Nous avons été nommés commissaires aux comptes du Crédit Municipal de Paris (E.P.A.) par vos Conseils d'Orientation et de Surveillance du 2 janvier 2007 pour le cabinet KPMG S.A. et du 23 mai 2013 pour le cabinet Grant Thornton.

Au 31 décembre 2018, le cabinet KPMG S.A. était dans la 12ème année de sa mission sans interruption et le cabinet Grant Thornton dans la 5ème année.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'établissement à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'établissement ou de cesser son activité.

Il incombe au comité d'audit de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Directeur Général.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Objectif et démarche d'audit

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre établissement.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;

il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;

il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'établissement à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Rapport au comité d'audit

Nous remettons un rapport au comité d'audit qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les pr Parmi les éléments communiqués dans le rapport au comité d'audit figurent les risques d'anomalies significatives que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournissons également au comité d'audit la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n° 537-2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L.822-10 à L.822-14 du code de commerce et dans le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le comité d'audit des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

B - Comptes consolidés annuels du Crédit Municipal de Paris

I. – Bilan (en euros)

Bilan actif (en €)	2018	2017
Caisse, Banques centrales, C.C.P.	7 837 076	6 618 702
Effets publics et valeurs assimilées	0	0
Créances sur les établissements de crédit	487 941 879	469 133 517
Opérations avec la clientèle	304 453 582	348 045 364
Crédits-bail et location avec option d'achat	0	0
Obligations et autres titres de revenu fixe	31 738 046	70 639 935
Obligations et autres titres de revenu variable	0	0
Participations et activité de portefeuille	185 467	171 933
Parts dans les entreprises liées	0	0
Immobilisations incorporelles	904 934	1 650 714
Immobilisations corporelles	29 979 512	30 613 361
Capital souscrit non versé	0	0
Actions propres	0	0
Autres actifs	4 723 726	4 701 245
Comptes de régularisation	1 276 209	2 431 067
Total	869 040 431	934 005 838

Bilan passif (en €)	2018	2017
Caisse, Banques centrales, C.C.P.	48	
Dettes envers les établissements de crédit	28 601 169	42 059 705
Opérations avec la clientèle	136 174 724	149 628 649
Dettes représentées par un titre	558 299 984	597 983 221
Autres passifs	5 528 582	7 621 729
Comptes de régularisations	3 149 754	3 839 927
Provisions pour risques et charges	6 370 437	8 066 512
Dettes subordonnées	0	0
Fonds pour Risques Bancaires Généraux	1 067 677	1 067 677
Intérêts & résultat minoritaires	-2	-2
Capitaux propres hors F.R.B.G.	129 848 057	123 738 420
Capital souscrit	47 000 000	47 000 000
Primes d'émission	0	0
Réserves	34 410 171	29 947 754
Ecart de réévaluation	40 118 977	40 118 977
Provisions réglementées et subventions d'investissement	0	0
Report à nouveau (+ / -)	5 522 699	6 560 513
Report à nouveau (+ / -) (impôts différés)	-2 040 465	-1 652 709
Résultat de l'exercice (+ / -)	4 836 676	1 763 885
Total	869 040 431	934 005 838

Hors Bilan (en €)	2018	2017
Engagements donnés	7 857 143	20 743 424
Engagements de financement	-	
Engagements de garantie	7 857 143	20 743 424
Engagements sur titres	-	-
Engagements reçus	308 036 385	324 262 616
Engagements de financement	-	-
Engagements de garantie	308 036 385	324 262 616
Engagements sur titres		
Engagements sur IFT	-	-
Total	315 893 528	345 006 040

II. - Compte de résultat (en euros)

Compte de résultat (en €)	2018	2017
+ Intérêts et produits assimilés	28 576 595	32 136 294
- Intérêts et charges assimilées	-2 311 451	-4 591 839
+ / - Produits sur opérations de crédit-bail et assimilés	0	0
+ Revenus des titres à revenu variable	0	0
+ Commissions	3 024 617	3 849 804
- Commissions	-475 516	-659 430
+ / - Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation	0	0
+ / - Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés	0	-42 340
+ Autres produits d'exploitation	4 705 083	4 160 768
- Autres charges d'exploitation	-209 787	-200 715
Produit Net Bancaire	33 309 541	34 652 543
- Charges générales d'exploitation	-18 195 309	-18 392 529
- Dotations aux amortissements et provisions sur immobilisations	-3 726 973	-3 502 670
Résultat brut d'exploitation	11 387 259	12 757 344
+ / - Coût du risque	-4 114 111	-10 514 928
Résultat d'exploitation	7 273 149	2 242 416
+ / - Gains ou pertes sur actifs immobilisés	-187 652	0
Résultat courant avant impôt	7 085 496	2 242 416
+ / - Résultat exceptionnel	-83 146	-44 474
- Impôt sur les bénéfices	-2 165 682	-434 065
+ / - Dotations / Reprises de F.R.B.G. et provisions réglementées	0	0
- Intérêts minoritaires	8	8
Résultat net de l'exercice	4 836 676	1 763 885

III. - Annexe aux Comptes Annuels 2018

Note 1 : Principes d'élaboration des comptes consolidés du Groupe Crédit Municipal de Paris

Périmètre et modalités de consolidation

Le Crédit Municipal de Paris (SIREN 267500007) dont le siège social est 55, rue des Francs-Bourgeois à Paris 75004 contrôle exclusivement sa filiale CMP Banque dont il détient 99,9 % du capital.

La méthode de consolidation appliquée est l'intégration globale, visant à reprendre les comptes des entreprises consolidées après retraitements éventuels et élimination des opérations réciproques.

Les comptes consolidés regroupent les comptes du Crédit Municipal de Paris et de sa filiale CMP Banque. Ils sont dénommés « Comptes consolidés du Groupe Crédit Municipal de Paris ». Ils sont établis conformément :

- aux règles prévues dans le règlement n°2014-07 de l'Autorité des Normes Comptables ;
- aux méthodes définies par le Groupe pour sa consolidation et conformément aux principes comptables généraux applicables en France aux établissements de crédit et aux entreprises d'investissement.

Les comptes des sociétés entrant dans le périmètre de consolidation sont arrêtés au 31 décembre.

Faits caractéristiques et évènements significatifs

Les conseils d'administration de la filiale CMP Banque des 8 et 30 juin 2015 ont donné mandat au Directeur Général pour lancer la mise en œuvre et les modalités d'une gestion extinctive de l'activité dont les effets s'échelonneront dans le temps. Depuis 2015, les principaux effets de la mise en œuvre de la gestion extinctive sont :

Sur le plan opérationnel :

- l'arrêt de la commercialisation de produits et services à compter de septembre 2015 et la fermeture des agences commerciales mise en œuvre à partir de 2016 et jusqu'à fin 2017,
- l'arrêt du traitement des opérations de gestion des produits bancaires (activité de gestion de comptes à vue et comptes d'épargne) survenu au cours du 1er semestre 2016,
- les cessions conclues, en décembre 2015, pour le portefeuille sain des ouvertures de crédits hypothécaires (OCH) et en juillet 2016 pour la quasi-totalité du portefeuille douteux compromis des OCH,
- la cession au 28 juin 2017 de la totalité des encours risqués et non performants identifiés au 31.12.2016 (créances douteuses, douteuses compromises et plans de surendettement) et à compter du 1er janvier 2017, la cession mensuelle des nouveaux flux de créances douteuses dès lors qu'elles atteignent 180 jours d'impayés et de créances faisant l'objet d'un traitement de surendettement à compter de l'homologation du plan définitif.
- l'externalisation auprès d'un partenaire spécialisé de la gestion du portefeuille résiduel des crédits pour les relations clients et la relance des échéances impayées à compter du 1er octobre 2018. Une migration informatique des données de gestion au 30 septembre 2018 a été opérée. Sur le dernier trimestre 2018, la comptabilité a été assurée par CMP Banque sur la base d'écritures manuelles.

Sur le plan organisationnel et social :

- la négociation et mise en œuvre d'un plan de sauvegarde de l'emploi (PSE) portant sur la totalité des effectifs avec des départs échelonnés, à l'origine, entre début 2016 et fin 2020,
- après obtention de la validation de la DIRECCTE sur le plan de sauvegarde de l'emploi, le conseil d'administration du 09 décembre 2015 a acté la mise en œuvre des premiers licenciements début 2016,
- au 31 décembre 2018, 110 collaborateurs sur un total de 121 (*hors mandataire social*) au 31-12-2015 ont quitté CMP Banque dans le cadre du plan de sauvegarde de l'emploi.

Sur le plan juridique :

Il a été décidé de ne pas enclencher, à ce stade, le processus de retrait d'agrément bancaire envisagé initialement, afin de maintenir un accès au FICP (fichier des incidents de paiements des crédits aux particuliers) pour la gestion des créances dont CMP Banque est propriétaire.

Pour la clôture des comptes annuels, dans ce contexte, les comptes sociaux de CMP Banque au 31 décembre 2018 restent établis selon les règles comptables applicables en situation de continuité d'exploitation.

Le plan d'affaires qui a été élaboré, au titre de cette période de gestion extinctive, a pris en compte l'écoulement normalement attendu des encours de crédits intégrant des données historiques issues de la gestion du portefeuille. Il prévoit également que CMP Banque bénéficie tout au long de la période de gestion extinctive du refinancement de sa maison-mère, le Crédit Municipal de Paris

Retraitements et éliminations

Élimination des opérations internes au Groupe

L'effet sur le bilan et le compte de résultat consolidés des opérations internes au Groupe a été éliminé. Il s'agit principalement d'opérations de refinancement et de refacturation de services communs.

Impôts différés

Toutes les différences temporaires résultant de différences entre la valeur comptable et la valeur fiscale d'un actif ont été identifiées, de même que les impôts afférents aux écritures de consolidation.

Les impôts différés, calculés selon la méthode du report variable, correspondent à l'ensemble des différences futures entre les résultats comptable et fiscal apparaissant lorsque la valeur comptable d'un actif ou d'un passif est différente de sa valeur fiscale. Ces différences génèrent des actifs et passifs d'impôts qualifiés de différés.

Le taux d'impôt et les règles fiscales retenus pour le calcul des impôts différés sont ceux résultant des textes fiscaux en vigueur et qui seront applicables lorsque l'impôt deviendra récupérable ou exigible.

Le résultat net du groupe consolidé intègre l'impact des impôts différés à hauteur de 0,39 M€.

Réserve de réévaluation

Conformément au règlement 2014-03, la réserve de réévaluation de l'immeuble détenu par le Crédit Municipal de Paris a été maintenue dans les capitaux propres consolidés.

Note 2 : Information sur les règles et principes comptables

Les comptes consolidés sont établis conformément au règlement 99-07 du Comité de la réglementation du 24 novembre 1999 tel que modifié par le règlement CRC n° 2004-18, transposant en droit français les directives européennes applicable aux comptes des entreprises à caractère financier et modifié par le règlement ANC 2016-10 du 12 décembre 2016 modifiant l'annexe de ce règlement.

Les opérations sont enregistrées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base, à savoir la continuité d'exploitation, la permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre, et l'indépendance des exercices. La méthode retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode du coût historique et tous les postes du bilan sont présentés, le cas échéant, nets d'amortissements, de provisions et de corrections de valeur.

Séparation des exercices

Les opérations sont comptabilisées en respectant le principe de séparation des exercices.

Les intérêts et commissions assimilées sont calculés au prorata temporis jusqu'à la date d'arrêté et sont comptabilisés dans le compte de résultat.

Les prêts à la clientèle sont tous, sans exception, réescomptés. Les intérêts des comptes à terme à la clientèle sont réescomptés. Les autres commissions sont enregistrées selon le critère de la date d'exigibilité, de la date d'encaissement ou de paiement.

Immobilisations

Les immobilisations figurent au bilan pour leur valeur historique. Les amortissements pour dépréciation sont calculés selon le mode linéaire en fonction des durées probables d'utilisation.

Opérations sur titres

Conformément au règlement 2014-07 de l'ANC :

- sont considérées comme titres de transaction, les interventions sur titres effectuées dès l'origine avec l'intention de les vendre au plus tard au terme d'une durée de détention de six mois. Le Groupe Crédit Municipal de Paris ne détient aucun actif de cette catégorie au 31.12.2018 ;
- sont considérés comme titres de placement, les titres (actions ou obligations) acquis en vue d'en tirer un revenu direct ou une plus-value. À la clôture de l'exercice, il est procédé à une évaluation des titres en cours sur la base de leur valeur de marché au 31 décembre ; les moins-values sont constatées par voie de provision pour dépréciation. Les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées. Au 31.12.2018, le Groupe Crédit Municipal détenait un portefeuille d'actif liquide de haute qualité de 31 101 K€.
- sont considérés comme titres d'investissement, les titres à revenu fixe acquis avec l'intention de les détenir de façon durable. Le Groupe Crédit Municipal de Paris ne détient aucun actif de cette catégorie au 31.12.2018.

Titres de participation non consolidés

Les titres de participation non consolidés sont enregistrés au coût historique. À la clôture de l'exercice, il est procédé à une évaluation de la valeur d'usage de ces titres, et si nécessaire, des provisions sont constatées en déduction de l'actif.

Ces titres détenus à long terme sont des titres acquis afin de favoriser le développement de relations professionnelles durables, en créant un lien privilégié avec l'entreprise émettrice mais sans influence dans la gestion de l'entreprise dont les titres sont détenus, en raison du faible pourcentage de droits de vote qu'ils représentent.

Au 31.12.2018, le Groupe Crédit Municipal de Paris détient un portefeuille de titres de participation non consolidés de 125 K€.

Instruments financiers à terme

Les opérations de couverture et de marché sur des instruments financiers à terme de taux d'intérêt, de change ou d'actions sont enregistrées conformément aux dispositions du règlement 2014-07 de l'ANC. Ainsi, les engagements sont enregistrés dans les comptes de hors bilan pour la valeur nominale des contrats. Les charges et les produits relatifs aux instruments financiers à

terme, destinés à gérer le risque global de taux, sont inscrits prorata temporis dans le compte de résultat à la rubrique « gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés ».

À la clôture de l'exercice, les charges et les produits relatifs aux instruments financiers à terme utilisés à titre de couverture, affectés dès l'origine à des éléments identifiés, sont constatés dans les résultats de manière symétrique à la prise en compte des produits et des charges sur les éléments couverts. La règle de la symétrie s'applique également pour les échanges de taux d'intérêt. Ainsi le différentiel d'intérêt couru latent est comptabilisé prorata temporis dans le compte de résultat, et la plus ou moins-value latente corrigée du montant du réescompte est également enregistrée. Cependant, la prise en compte de ce montant diffère selon l'élément couvert.

Les plus et moins-values latentes des opérations couvertes, évaluées à leur valeur nominale (prêts, emprunts, titres d'investissement) n'ayant pas été traduites en comptabilité, la plus ou moins-value latente constatée sur le contrat d'échange de taux n'a pas à être prise en compte. En revanche, les gains et pertes provenant des couvertures effectuées sur les titres de placement sont pris en compte pour le calcul des provisions. Les produits et charges afférents à ces opérations sont comptabilisés, de manière symétrique, dans la même rubrique que les produits et les charges sur les éléments couverts.

Au 31.12.2018, le groupe Crédit Municipal de Paris ne détient aucun instrument financier à terme.

Opérations avec la clientèle : traitement du risque de crédit

Les opérations avec la clientèle sont composées :

- à l'actif, des crédits à la clientèle présentés à leur valeur de capital restant dû et des comptes ordinaires débiteurs inscrits à leur valeur nominale, majorés le cas échéant des intérêts courus calculés à la date de clôture, et net des décotes et des dépréciations constituées au titre du risque de crédit ;
- au passif, les autres sommes dues sont corrélées aux encours de crédits et représentent les fonds reçus des clients, en attente d'identification et d'imputation sur les dossiers de crédits pour le règlement d'échéances impayées ou en cas de remboursement anticipé des créances.

Pour le traitement du risque de crédit, CMP Banque applique le règlement ANC 2014-07 homologué par arrêté du 26 novembre 2014, relatif à l'établissement et à la publication des comptes individuels annuels des établissements de crédit,

Classification des encours de crédits à la clientèle

Les encours de crédit sont classés en encours sains, encours douteux et encours douteux compromis.

Les créances douteuses sont constituées de l'ensemble des encours dus par les débiteurs dont un engagement au moins, présente un risque de crédit avéré. Un risque est avéré dès lors qu'il est probable que l'établissement ne percevra pas tout ou partie des sommes dues au titre des engagements souscrits par la contrepartie, indépendamment de l'existence de garantie ou de caution.

Les créances douteuses compromises sont les créances ayant atteint 180 jours d'impayés et pour lesquelles la déchéance du terme a été prononcée avant d'être cédées le mois suivant.

Depuis le 1^{er} janvier 2017, CMP Banque procède à la cession mensuelle des créances douteuses dès lors qu'elles atteignent 180 jours d'impayés et des créances faisant l'objet d'un traitement de surendettement à compter de l'homologation du plan définitif.

Les créances douteuses compromises sont des créances dont le recouvrement est irrémédiablement compromis et ne répondent pas aux critères d'éligibilité à la cession de créances.

CMP Banque ne comptabilise plus de créances restructurées à des conditions hors marché, du fait de la situation financière d'un débiteur. Les dossiers faisant l'objet d'une demande de traitement de surendettement (dite phase de recevabilité) sont identifiés dans le système d'information, déclassés en encours douteux et cédés à l'homologation du plan.

Les créances douteuses sont réinscrites en encours sain quand les règlements reprennent de façon régulière pour les montants correspondant aux échéances contractuelles d'origine, et lorsque la contrepartie ne présente plus de risque de défaillance.

Les intérêts de retard sur créances douteuses sont intégralement dépréciés. Ces dépréciations sont enregistrées en neutralisation des intérêts au niveau du Produit Net Bancaire.

Segmentation des encours

Compte tenu de la spécialisation du Groupe Crédit Municipal de Paris dans la distribution de crédits de trésorerie aux particuliers, il est procédé à une segmentation de ces encours fondée sur la nature des prêts distribués.

Il n'est pas fait usage de système de notation interne.

Déclassement des créances douteuses

En application du principe de contagion, l'ensemble des concours accordés à une même contrepartie ayant au moins un prêt déclaré douteux ou douteux compromis, est déclassé en encours douteux.

Les créances douteuses sont réinscrites en encours sain quand les règlements reprennent de façon régulière pour les montants correspondant aux échéances contractuelles d'origine, et lorsque la contrepartie ne présente plus de risque de défaillance.

Les intérêts de retard sur créances douteuses sont intégralement dépréciés. Ces dépréciations sont enregistrées en neutralisation des intérêts au niveau du Produit Net Bancaire.

Dépréciation des encours douteux et douteux compromis

La méthode de dépréciation appliquée par le Groupe Crédit Municipal de Paris distingue :

Les prêts sur gage

Les prêts sur gage répondent aux mêmes règles de déclassement en encours douteux ou douteux compromis. Les intérêts sont provisionnés à 100 % et le capital fait l'objet d'une dépréciation statistique, dès le troisième mois de retard, sur la base d'un taux de perte calculé sur les 3 dernières années glissantes par le rapport des pertes effectivement constatées au montant du capital douteux compromis.

Il est précisé que, conformément à l'article 2084 du Code civil, ces crédits sont soumis à une réglementation spécifique, le Crédit Municipal de Paris pouvant faire procéder à la vente aux enchères publiques des objets déposés en gage afin de recouvrer ses créances.

En conséquence, les prêts sur gage ne font pas l'objet de restructuration.

Les autres crédits de trésorerie

Depuis la mise en œuvre du contrat-cadre de cession des créances douteuses présentant plus de 180 jours d'impayés et des créances faisant l'objet d'un plan homologué par la Commission de Surendettement, CMP Banque applique des taux de dépréciation sur la base des taux moyens de perte observé en 2018 par nature de créance :

Pour les créances entrant dans le champ d'application du contrat-cadre de cession :

un taux de dépréciation est appliqué sur les créances douteuses de 90 j à 180 j correspondant au taux moyen de pertes observé sur les cessions de créances de même nature réalisées en 2018 ;

un taux de dépréciation correspondant au taux moyen de pertes observé lors de la cession des plans de surendettement homologués en 2018 ;

Les créances douteuses compromises sont déchuées et intégralement provisionnées dans l'attente du passage à pertes.

Compte tenu des délais pris en compte pour les cessions de créances douteuses et de surendettement, il n'est pas calculé de complément de taux correspondant à l'impact de l'actualisation.

Présentation dans le compte de résultat

La charge nette de l'exercice au titre des risques, hors dépréciations sur intérêts, figure au compte de résultat sous la rubrique « Coût du risque » ; elle est constituée par les dotations et par la part des créances irrécupérables non couvertes par des dépréciations, diminuées des reprises aux comptes de dépréciations.

Le Groupe Crédit Municipal de Paris enregistre les dépréciations correspondant, en valeur actualisée, à l'ensemble de ses pertes provisionnelles au titre des encours douteux ou douteux compromis.

Provisions pour risques et charges

Ce poste recouvre : les provisions destinées à couvrir des risques et des charges liés à des opérations bancaires, que des événements survenus ou en cours rendent probables, nettement précisés quant à leur objet mais dont la réalisation est incertaine ;

- les provisions destinées à couvrir des risques et des charges non directement liés à des opérations bancaires, nettement précisés quant à leur objet, et dont le montant ou l'échéance ne peuvent être fixés de façon précise.

Une provision a été constituée pour couvrir les pertes attendues à 1 an sur le portefeuille sain des crédits non garantis. Il s'agit d'une approche basée sur la détermination d'une probabilité de défaut et d'une perte en cas de défaut, pour les encours non déclassés et réputés sains.

Engagements sociaux

Le Crédit Municipal de Paris, établissement public administratif, n'a pas obligation de mettre en œuvre un régime de participation ou d'intéressement. En outre, l'octroi d'indemnités de départ à la retraite ne s'applique pas à l'établissement.

La prise des congés payés au Crédit Municipal de Paris se faisant du 1er janvier au 31 mars de l'année suivante, une provision constituée des soldes des congés du personnel non titulaire restant à prendre au 31.12.2018 est comptabilisée, dans les charges générales d'exploitation par variation entre deux exercices.

CMP Banque a institué un régime de participation des salariés aux bénéfices conformément aux dispositions légales. La participation est liée aux résultats de la société ; elle existe en conséquence dans la mesure où les résultats de l'exercice permettent de dégager une réserve de participation positive. Un accord de participation, formalisé avec les instances représentatives du personnel, est applicable à compter du 1er janvier 2012.

L'entreprise n'a pas formalisé d'accord avec les instances représentatives du personnel pour les plans de participation et d'intéressement.

Dans le cadre de l'accord sur la réduction du temps de travail, l'établissement autorise la création d'un compte épargne temps, qui permet aux salariés qui le souhaitent d'accumuler des jours de congés rémunérés ou de développer une épargne monétisée pour indemniser des congés spécifiques de fin de carrière, des congés pour convenance personnelle, un passage à temps partiel ou des congés légaux non rémunérés. Les comptes épargne-temps (CET) des agents, qui ne relèvent pas des catégories agents titulaires de la fonction publique et agents contractuels de droit public à durée indéterminée, sont comptabilisés en dettes de personnel.

La prise des congés se faisant du 1er janvier au 30 avril de l'année suivante, la dette représentative des congés restant à prendre au 31 décembre est comptabilisée en dettes de personnel.

Compte tenu du contexte de gestion extinctive et de la mise en œuvre d'un plan de sauvegarde de l'emploi (PSE) portant sur la totalité des effectifs, CMP Banque ne constitue pas de provisions au titre des indemnités de fin de carrière. Hors licenciement s'inscrivant dans la réalisation du plan de sauvegarde de l'emploi (PSE), CMP Banque constitue des provisions pour licenciement sur la base des litiges prévisibles ou avérés à la date d'arrêt.

Les pensions et retraites du personnel de CMP-Banque sont prises en charge par des organismes interprofessionnels auxquels sont versées périodiquement des cotisations. Celles-ci sont prises en charge dans l'exercice de leur appel. CMP-Banque n'a pas d'engagement au titre de personnels en préretraite. Les primes de médailles du travail ne font pas l'objet de provisions. Le CMP ne gère aucun régime à prestations définies et ne participe pas à des régimes de retraite par capitalisation. En revanche, l'employeur cotise régulièrement aux régimes de retraite selon le statut des agents concernés (pension civile Etat, CNRACL, URSSAF).

Traitement des bonis prescrits

Conformément à l'article D.514-21 du Code monétaire et financier, les bonis prescrits ont été comptabilisés directement dans les capitaux propres consolidés pour un montant net de 428 K€ au titre de l'exercice 2018.

Réévaluation

L'immeuble d'exploitation a fait l'objet d'une réévaluation calculée en 1988, comptabilisée en écart de réévaluation pour un montant de 40 M€, avec un différé d'impôt étalé sur une durée de 44 ans.

Informations sur les transactions entre les parties liées

En application du règlement de l'ANC 2014-07, l'ensemble des opérations entre les parties liées ont été conclues à des conditions normales de marché.

Garantie à première demande

Le Crédit Municipal de Paris a accordé à sa filiale CMP Banque deux garanties à première demande sur l'emprunt directement souscrit par cette dernière auprès de l'établissement de crédit Dexia pour un montant total de 7,9 M€ au 31.12.2018.

CHANGEMENT DE MÉTHODES ET DE PRÉSENTATION DES COMPTES

Il n'y a pas eu de changement de méthodes comptables ni de présentation par rapport aux comptes établis, approuvés et publiés au 31 décembre 2017.

NOTES SUR LE BILAN Les montants sont indiqués en milliers d'euros à l'arrondi près

Note 3 : Créances sur les établissements de crédits

Nature des créances (en K€)	2018	2017
Compte ordinaire	381 341	325 520
Compte et prêts à terme	106 042	141 927
Autres sommes dues -Etablissement de crédit	-	-
Créances rattachées	560	1 687
Total	487 943	469 134

Durée restant à courir	D <= 1 mois	1 mois < D <= 3 mois	3 mois < D <= 6 mois	6 mois < D <= 1 an	1 an < D <= 5 ans	D > 5 ans
Compte et prêts à terme (en K€)	-	-	522	50 520	55 000	-

Note 4 : Emplois de la clientèle

Nature des encours (en K€)	31.12.2018	31.12.2017
Crédits de trésorerie	78 785	128 502
Crédits de trésorerie - Créances restructurées	-	-
Crédits à l'habitat	782	1 047
Crédits à l'habitat - Créances restructurées	-	-
Prêts sur gages	207 559	201 992
Comptes ordinaires débiteurs	-	-
Valeurs non imputées	136	232
Créances douteuses	7 911	7 130
Créances rattachées	9 280	9 142
Total	304 453	348 045

Répartition des encours douteux et douteux compromis

Encours douteux et douteux compromis (en K€)	31.12.2018		31.12.2017	
	Encours	Provisions	Encours	Provisions
Encours douteux	4 250	2 430	4 606	2 403
Prêts sur gages				
Crédits de trésorerie	3 204	1 851	4 087	2 227
Crédits restructurés	-	-	-	-
Crédits hypothécaires et à l'habitat	1 047	579	519	176
Comptes ordinaires et OCH	-	-	-	-
Encours déclassés - principe de contagion	-	-	-	-
Encours douteux compromis	7 422	1 333	8 114	2 402
Prêts sur gages	7 357	1 268	5 791	1 294
Crédits de trésorerie	65	65	365	326
Crédits hypothécaires et à l'habitat	-	-	-	-
Comptes ordinaires et OCH	-	-	1 958	782
Comptes débiteurs	-	-	-	-
Intérêts de retard	1 899	1 899	2 103	2 104
Clause de résolutions/créances cédées		-		784
Total	13 572	5 662	14 823	7 693

États de provisions sur créances douteuses

Nature des encours (en K€)	Encours brut sur créances douteuses	Provisions	Encours net sur créances douteuses
Crédits de trésorerie	3 269	1 916	1 353
Prêts sur gages	7 357	1 268	6 089
Crédits à l'habitat	1 047	579	468
Comptes ordinaires et OCH	-	-	-
Comptes débiteurs	-	-	-
Intérêts de retard /pénalités CTX	1 899	1 899	-
Clause de résolution s/créances cédées	-	-	-
Total	13 572	5 662	7 910

Répartition des crédits selon la durée restant à courir

Durée restant à courir (en K€)	D <= 1 mois	1 mois < D <= 3 mois	3 mois < D <= 6 mois	6 mois < D <= 1 an	1 an < D <= 5 ans	D > 5 ans
Crédits dont la durée initiale est :						
<= 1 an	15 639	30 688	51 863	109 369	-	-
> 1 an	2 943	3 887	5 322	9 294	42 683	15 438

Note 5 : Titres de participation et opérations sur titres

Nature des titres (en K€)	Valeur brute	2018	Valeur nette	2017
		Surcote/Décote Provisions		Valeur nette
Obligations et autres titres cotés	31 101	-	31 101	32 423
Créances rattachées	216	-	216	215
Total	31 317	-	31 317	32 638

Note 6 : Immobilisations

Nature des immobilisations (en K€)	Valeur brute 2017	Acquisitions de l'exercice	Virements de poste à poste	Cession de l'exercice	Valeur brute 2018
Immobilisations incorporelles	13 349	236	162	- 8 512	5 235
Terrains et constructions	40 945	-	-	-	40 945
Immobilisations hors exploitation	-	-	-	-	-
Autres immobilisations corporelles	31 501	1 285	1 022	- 4 786	29 022
Immobilisations en locations	623	-	-	-	623
Immobilisations incorporelles en cours	34	277	- 162	-	149
Immobilisations corporelles en cours	311	736	- 1 022	-	25
Total	86 763	2 534	-	- 13 298	75 999

Note 7 : Amortissements

Nature des immobilisations (en K€)	Valeur brute 2017	Dépréciation d'actifs de l'exercice	Cessions de l'exercice	Amortissement de l'exercice	Valeur brute 2018
Immobilisations incorporelles	11 735	298	- 8 474	923	4 482
Terrains et constructions	20 105	6	-	679	20 790
Immobilisations hors exploitation	624	-	-	-	624

Autres immobilisations corporelles	22 034	-	4 636	1 819	19 217
Immobilisations en locations	-	-	-	-	-
Total	54 499	304	-	13 110	3 421
Méthodes d'amortissement et durées d'utilisation estimées					
Droit au bail				Non amorti	
Frais de développement et d'acquisition des logiciels		Linéaire	1 à 5 ans		
Frais de développement et d'acquisition des progiciels		Linéaire	5 ans		
Matériel et mobilier de bureau		Linéaire	3 à 5 ans		
Agencements et installations		Linéaire	5, 10, 15 et 20 ans		
Immeubles d'exploitation		Linéaire	80 ans		
Réévaluation de l'immeuble d'exploitation		Linéaire	44 et 50 ans		

Le Groupe Crédit Municipal de Paris ne détient aucun contrat de crédit-bail au 31.12.2017.

Note 8 : Comptes de régularisation et divers actifs

Le compte « Débiteurs divers » est composé pour l'essentiel des versements attendus des commissaires-priseurs, des dégrèvements d'IS et restitution au titre de crédit d'impôt et de participations de collectivités territoriales au financement des activités du micro-crédit.

Nature des comptes (en K€)	2018	2017
Autres actifs	4 723	4 701
Dépôts et cautionnements versés	44	
Débiteurs divers	4 679	4 701
Créances rattachées		
Comptes de régularisation	1 276	2 432
Comptes de régularisation	1 276	2 432
Impôts différés actif		-
Total	5 999	7 133

Note 9 : Dettes envers les établissements de crédit

Nature des comptes (en K€)	31.12.2018	31.12.2017
Comptes ordinaires créditeurs	0	140
Comptes et emprunts à terme	27 857	40 714
Valeurs données en pension	-	-
Autres sommes dues	-	-
Dettes rattachées	743	1 206
Total	28 601	42 060

Durée restant à courir	D <= 1 mois	1 mois < D <= 3 mois	3 mois < D <= 6 mois	6 mois < D <= 1 an	1 an < D <= 5 ans	D > 5 ans
Compte et emprunts à terme (en K€)		7 857		20 000		

Note 10 : Comptes créditeurs de la clientèle et autres dépôts de la clientèle

Nature des comptes (en K€)	31.12.2018	31.12.2017
Comptes ordinaires créditeurs	-	-
Comptes d'épargne à régime spécial	-	-
Comptes sur Livret	77 120	58 600
Comptes à terme	54 748	85 171
Bons de caisse	30	30

Autres sommes dues	3 029		3 260			
Dettes rattachées	1 246		2 567			
Total	136 173		149 628			
Durée restant à courir	D <= 1 mois	1 mois < D <= 3 mois	3 mois < D <= 6 mois	6 mois < D <= 1 an	1 an < D <=5 ans	D > 5 ans
Comptes créditeurs à terme (en K€)	3 958	11 019	5 550	17 018	17 203	-

Note 11 : Titres du marché interbancaire et créances négociables

Nature des comptes (en K€)	31.12.2018	31.12.2017
C.D.N.	517 796	542 889
B.M.T.N.	40 000	55 000
Titres donnés en pension	-	-
Sous total	557 796	597 889
Dettes rattachées	504	94
Total	558 300	597 983

Répartition des ressources selon la durée restant à courir

Durée restant à courir	D <= 1 mois	1 mois < D <= 3 mois	3 mois < D <= 6 mois	6 mois < D <= 1 an	1 an < D <= 5 ans	D > 5 ans
Montant des titres (en K€)	115 168	224 243	94 153	114 232	10 000	-

Note 12 : Comptes de régularisation et autres passifs

Nature des comptes (en K€)	31.12.2018	31.12.2017
Créditeurs divers	5 528	7 622
Comptes de régularisation	721	956
Retraitement impôts différés passif	2 040	1 653
Retraitement impôts sur le résultat	387	1 232
Sous total comptes de régularisation	3 148	3 840
Total	8 676	11 462

Note 13 : Provisions pour risques et charges

Nature des provisions (en K€)	2017	Dotations de l'exercice	Reprises de l'exercice	2018
Provisions pour pertes et charges	1 728	-	5	1 723
Provisions pour litiges	265	369	15	619
Provisions pour gages douteux	19	14	8	25
Provisions pour gestion extinctive	6 055	230	3 483	2 801
Provisions exceptionnelle PSG	-	-	-	-
Provisions pour indemnités sur encours sains et clause de garantie	784	1 145	727	1 202
Total	8 851	1 758	4 239	6 370

Note 14 : Fonds pour risques bancaires généraux

Le fonds pour risques bancaires généraux reste inchangé au 31.12.2018 et s'établit à 1 068 K€.

Note 15 : Tableau de variation des capitaux propres

Variation des capitaux propres (en €)	Groupe	Minoritaires	TOTAL
Capitaux propres au 31.12.2016	123 201 236	6	123 201 242

Dotation en capital reçue	-	-
Bonis capitalisés	304 806	304 806
Dividendes versés	- 300 000	- 300 000
Dividendes reçus	-	-
Variation du % d'intérêts	-	-
Impôts différés	- 1 231 513	- 1 231 513
Résultat de l'exercice 2017	1 763 885	1 763 885
Capitaux propres au 31.12.2017	123 738 414	6 123 738 420
Dotation en capital reçue	1 500	1 500
Bonis capitalisés	427 711	427 711
Distributions	-	-
Dividendes reçus	-	-
Variation du % d'intérêts	-	-
Impôts différés	843 756	843 756
Résultat de l'exercice 2018	4 836 676	4 836 676
Capitaux propres au 31.12.2018	129 848 057	6 129 848 063

NOTES SUR LE HORS BILAN

Les montants sont indiqués en milliers d'euros à l'arrondi près

Note 16 : Instruments financiers à terme

Aucun

Note 17 : Engagements donnés et reçus

Engagements (en K€)	31.12.2018	31.12.2017	Nature des garanties
Engagements donnés	7 857	20 743	
Engagements de financement	-	-	
Engagements de garantie	-	29	
Garantie à première demande	7 857	20 714	Garantie données à des établissements de crédits
Engagements reçus	308 036	324 263	
Engagements de refinancement	-	-	
Garanties reçues de la clientèle	89 676	114 508	Crédits - Cautions et hypothèques
Prêts sur gages	218 360	209 755	Montant de la garantie des Commissaires Priseurs
Engagements sur IFT	-	-	
Total	315 893	345 006	

NOTES SUR LE COMPTE DE RÉSULTAT

Les montants sont indiqués en milliers d'euros à l'arrondi près

Note 18 : Produit net bancaire

Produit Net Bancaire (en K€)	2018	2017
+ Produits des opérations de trésorerie et interbancaires	2 230	3 827
+ Produits des opérations sur titres	1 838	9
+ Produits des opérations avec la clientèle	26 240	25 678
Intérêts	23 228	22 710
Commissions	3 012	2 968
+ Produits des opérations du hors bilan	-	-
+ Autres produits d'exploitation bancaire	4 089	4 225
- Charges sur opérations interbancaires	- 2 424	- 2 592
- Charges sur opérations financières	- 1 414	- 695
- Charges sur opérations avec la clientèle	107	589
- Charges sur opérations du hors bilan	-	-

- Autres charges d'exploitation bancaire	- 583	- 559
+ Autres produits d'exploitation	3 239	3 240
- Autres charges d'exploitation	- 12	- 13
Produit Net Bancaire	33 310	32 531

En 2017, le montant des intérêts CDN étaient enregistrés en diminution des charges sur opérations financières, pour un montant de – 1 256 K€. Ces intérêts ont été présentés, en 2018, en « produits des opérations sur titres », et s'établissent à – 1 838 K€.

Note 19 : Autres produits d'exploitation non bancaire

Autres produits d'exploitation (en K€)	31.12.2018	31.12.2017
Revenus des immeubles	2 029	1 884
Produits divers d'exploitation (Charges refacturées)	440	383
Autres produits divers d'exploitation	770	973
Total	3 239	3 240

Note 20 : Charges générales d'exploitation

Charges générales d'exploitation (en K€)	2018	2017
Charges de personnel	10 061	10 257
Rémunération du personnel	7 485	7 774
Charges sociales	3 046	3 492
Charges fiscales	829	889
Autres charges de personnel	- 13	23
Provisions PSE	- 1 286	- 1 921
Impôts et taxes	733	530
Services extérieurs	44	- 10
Location	48	72
Provisions PSE-Baux des agences	- 15	- 100
Transports et déplacements	11	18
Autres services extérieurs	7 356	7 617
Entretien-Réparation-Fournitures	2 395	2 054
Honoraires extérieurs	2 506	2 655
Autres services extérieurs	2 610	3 132
Provisions PSE coûts annexes	- 155	- 224
Transfert de charges PDV	-	-
Total	18 194	18 394

Note 21 : Coût du risque

Coût du risque (en K€)	2018	2017
Opérations avec la clientèle	- 3 720	- 10 080
Dotations nettes sur créances douteuses	- 1 641	- 3 188
Moins values sur ventes	- 36	- 32
Pertes sur créances irrécouvrables couvertes par provisions	- 1 834	- 1 333
Dotation sur provision pour clause de garantie	-	- 784
Moins Values sur créances cédées	- 199	- 4 314
Pertes sur créances irrécouvrables non couvertes par provisions	- 10	- 316
Pertes exceptionnelles couvertes par provisions	-	- 113
Dotations nettes sur provisions pour décote sur créances restructurées	-	-
Dotations nettes sur provisions pour moratoires sur créances restructurées	-	-
Récupérations sur créances amorties	-	-

Autres opérations	-	393	-	434
Provisions d'exploitation	-	551	-	612
Autres reprises de provisions		158		178
Total	-	4 113	-	10 514

Au cours de l'année 2018, CMP Banque a cédé, au titre du contrat-cadre de cession conclu en juin 2017, 248 dossiers correspondant à des créances douteuses présentant plus de 180 jours d'impayés ou des créances faisant l'objet d'un plan de surendettement homologué, pour une valeur faciale brute de 4,3 M€ et nette de 1,9 M€. Ces cessions de créances ont engendré une moins-value de cession totale de 0,2 M€.

Les cessions de créances sont assorties d'une clause de résolution pour créances non-conformes. Une dépréciation correspondante de 57 K€ est enregistrée dans les comptes au 31.12.2018.

Une provision de 1,1 M€ a été constituée pour couvrir les pertes attendues à 1 an sur le portefeuille sain des crédits non garantis. Il s'agit d'une approche basée sur la détermination d'une probabilité de défaut et d'une perte en cas de défaut, pour les encours non déclassés et réputés sains.

Note 22 : Synthèse des provisions

Synthèse des provisions (en K€)	Provisions 2017	Reclassement de l'exercice	Dotations de l'exercice	Reprises de l'exercice	Cessions de créances	Provisions 2018
Provisions établissement de crédit	-		-	-	-	-
Provisions clients	7 693	- 784	3 863	- 2 794	- 2 316	5 662
Provisions sur titres de placement	0		-	-	-	0
Provisions sur titres de participation	-			-	-	-
Provisions pour dépréciations d'actif immobilisé	25		305	-	-	330
Provisions débiteurs divers	87		42	- 49	-	80
Provisions pour risques et charges	8 065	784	1 757	- 4 240	-	6 366
Total	15 870	-	5 967	- 7 083	- 2 316	12 438

Note 23 : Régime fiscal

Le Groupe Crédit Municipal de Paris a opté pour le régime de l'intégration fiscale. L'option a été renouvelée à la fin de l'exercice 2018 pour une nouvelle période de 5 ans.

L'impôt sur les sociétés a été calculé au taux de 28 % sur les 500 000 premiers euros et 33,1/3% au delà.

L'économie d'impôts réalisée au titre de l'année 2018 du fait du régime d'intégration fiscale est de 558 902 € de charge d'IS et 18 444 € de contribution sociale, soit un total de 577 346 €.

Les impôts différés passifs concernent la réévaluation de l'immeuble d'exploitation du Crédit Municipal de Paris restant à amortir. Celle-ci bénéficie d'une fiscalisation différée. Les impôts différés actifs concernent principalement les provisions non déductibles fiscalement (provisions pour gestion extinctive CMP-Banque).

La charge d'impôts différés impacte le résultat consolidé à hauteur de 387 757 €.

	Taux impôt	Capitaux propres	Total	Impôt	Résultat net
Résultat consolidé			4 836 668		4 836 668
Impôts Société			1 777 925	1 777 925	
Impôts Différés			387 757	387 757	
Dégrèvement fiscal					-
Base			7 002 350	2 165 682	4 836 668

	Taux impôt	Capitaux propres	Résultat brut	Impôt	Résultat net
Base impôts différés 2017	33,33%		- 4 958 126	- 1 652 709	- 3 305 417
Base impôts différés 2018	33,33%		6 121 396	2 040 465	4 080 931
Résultat fiscal 2018	3,30%		6 850 763	2 256 921	4 593 842
Résultat non fiscalisé			- 228 284		- 228 284

Bonis prescrits	-	641 568	-	213 856	-	427 712
Crédit d'impôt mécénat	-	141 830	-	85 098	-	56 732
Crédit d'impôt compétitivité et emploi			-	229 341		229 341
Contribution sociale 3,3%		-		49 299	-	49 299
Total	-	7 002 351	2 165 682			4 836 669

Note 24 : Crédit d'Impôt Compétitivité et Emploi (CICE)

Le crédit d'impôt de 261,8K€ généré en 2017 a été utilisé sur l'exercice 2018 pour les travaux de rénovation et de déménagement du service CCART ainsi que pour poursuite des travaux de mise aux normes de sécurité du sous-sol ainsi que pour des dépenses sur le système d'information de CMP-Banque.

Note 25 : Éléments exceptionnels

Nature des comptes (en K€)	2018	2017
Charges exceptionnelles	172	95
Moins valeurs sur cession actifs	-	-
Moins valeurs sur réalisation de gages	-	-
Titres annulés sur exercices antérieurs	21	43
Indemnités pour gage détériorés	17	10
Autres pertes exceptionnelles	134	42
PDV Charges réglées	-	-
PDV Dotation/reprise de provisions	-	-
Produits exceptionnels	90	52
Mandats annulés sur exercices antérieurs	35	5
Recouvrements après admission non valeur	-	-
Produits exceptionnels divers	55	47
Résultat exceptionnel	- 82	- 43

AUTRES INFORMATIONS**Effectifs**

L'effectif pourvu en équivalent temps plein au 31.12.2018 est de 139,5 ETP.

Rémunérations

Le montant des jetons de présence distribués aux administrateurs de CMP-Banque au titre de l'exercice 2018 respecte le cadre de l'enveloppe allouée de 36 K€ votée par l'Assemblée générale.

Honoraires des commissaires aux comptes

Montant en € HT	KPMG	Grant Thornton	Total
Audit Maison Mère	45 000	45 000	90 000
Audit Filiale	70 000		70 000
Services autres que la certification des comptes	0	0	0
	115 000	45 000	160 000

Événements postérieurs à la clôture

Le Conseil d'Administration de CMP-Banque du 13 février 2018 a retenu le choix d'un scénario de gestion externalisée du portefeuille crédits et des fonctions support, pour la dernière phase de la gestion extinctive de CMP-Banque. L'externalisation des fonctions support (comptabilité, fiscalité, paie et reporting réglementaire) est mise en œuvre à compter de janvier 2019.

IV. - Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes sociaux

A l'attention du Conseil d'Orientation et de Surveillance du Crédit Municipal de Paris,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Conseil d'Orientation et de Surveillance, nous avons effectué l'audit des comptes consolidés du Crédit Municipal de Paris relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2018, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes consolidés sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine, à la fin de l'exercice, de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au comité d'audit.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1er janvier 2017 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) 11° 537 /2013- ou par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Justification des appréciations - Points clés de l'audit

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R. 823 7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes consolidés de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes consolidés pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes consolidés pris isolément.

Mise en œuvre de la gestion externalisée du portefeuille résiduel de crédits

Risque identifié

A compter du 1er octobre 2018, dans le cadre d'un contrat de prestation de services, CMP - Banque a transféré la gestion de son portefeuille résiduel de crédits à un prestataire externe (cf. Note 1 de l'annexe).

La mise en place de cette nouvelle organisation constitue une évolution stratégique et opérationnelle majeure dans le cadre de la gestion extinctive de la banque. Elle s'est traduite par le transfert de données de gestion au prestataire et par une modification significative du processus de comptabilisation et de contrôle des écritures comptables liées à ce portefeuille.

Nous avons considéré la mise en œuvre de la gestion externalisée du portefeuille de crédits comme un point clé de l'audit pour les raisons suivantes :

Risque opérationnel lié à la migration informatique des données de gestion ;

Risque opérationnel induit par la mise en œuvre du nouveau processus de comptabilisation des écritures relatives au portefeuille de crédits sur le quatrième trimestre 2018.

Procédures d'audit mises en œuvre en réponse à ce risque

Nous avons pris connaissance du dispositif de gouvernance et de contrôle interne mis en place pour assurer le pilotage de la prestation externalisée.

Nous nous sommes assurés de la correcte migration informatique des données de gestion relatives au portefeuille de crédits par le biais de travaux de cadrage des bases d'inventaire au 30.09.2018 et au 31.12.2018.

Nous avons apprécié la fiabilité et la cohérence des données comptables transmises par le prestataire et enregistrées manuellement par CMP - Banque sur le quatrième trimestre au moyen des procédures substantives suivantes :

Cadrage mensuel des écritures comptables relatives aux événements de gestion avec une contrepartie de trésorerie (prélèvements d'échéances, régularisations d'impayés, remboursements anticipés) avec les flux financiers transitant sur le compte bancaire dédié à la gestion des crédits ;

Reconstitution des stocks de fin de mois à partir des stocks de début de mois et des flux de la période ;

Recalcul de l'amortissement des créances saines et rapprochement avec l'amortissement comptabilisé au quatrième trimestre ;

Validation par sondage de la correcte classification comptable des créances à fin décembre 2018 (créances saines / douteuses / en procédure Banque de France) ;

Rapprochement comptabilité / gestion des encours de crédits et des provisions associées à fin décembre 2018.

Nous avons vérifié que les notes annexes donnent une information appropriée.

Vérification des informations relatives au groupe données dans le rapport de gestion

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, à la vérification spécifique prévue par la loi des informations relatives au groupe, données dans le rapport sur la gestion du groupe.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Informations résultant d'autres obligations légales et réglementaires

Désignation des commissaires aux comptes

Nous avons été nommés commissaires aux comptes du Crédit Municipal de Paris (E.P.A.) par votre Conseil d'Orientation et de Surveillance du 2 janvier 2007 pour le cabinet KPMG SA et du 23 mai 2013 pour le cabinet Grant Thornton

Au 31 décembre 2018, le cabinet KPMG SA était dans la 12^{ème} année de sa mission sans interruption et le cabinet Grant Thornton dans la 6^{ème} année.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes consolidés

Il appartient à la direction d'établir des comptes consolidés présentant une image fidèle conformément des règles et principes comptables ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes consolidés ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes consolidés, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'établissement à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'établissement ou de cesser son activité.

Il incombe au comité d'audit de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le Directeur Général.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés

Objectif et démarche d'audit

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes consolidés. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives.

L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 823 10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la fiabilité ou la qualité de la gestion de votre établissement.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

il identifie et évalue les risques que les comptes consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;

il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes consolidés ;

il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'établissement à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

il apprécie la présentation d'ensemble des comptes consolidés et évalue si les comptes consolidés reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle ;

concernant l'information financière des personnes ou entités comprises dans le périmètre de consolidation, il collecte des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour exprimer une opinion sur les comptes consolidés. Il est responsable de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit des comptes consolidés ainsi que de l'opinion exprimée sur ces comptes.

Rapport au comité d'audit

Nous remettons un rapport au comité d'audit qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport au comité d'audit figurent les risques d'anomalies significatives, que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes consolidés de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournissons également au comité d'audit la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n° 537-2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L. 822-10 à L. 822-1-1- du code de commerce et dans le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le comité d'audit des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Neuilly-Sur-Seine et Paris La Défense, le 29 mars 2019

Les commissaires aux comptes